

EVALUATION DU PROGRAMME DE COOPERATION DECENTRALISEE DANK

RAPPORT SUCCINCT CAMEROUN / (DSCHANG)

V1 09.02.2017

Ce document constitue le rapport succinct d'évaluation du programme DANK pour le Cameroun. Il présente les principaux éléments issus du bilan, ainsi que les principaux constats réalisés durant la mission d'évaluation réalisée à Dschang, dans la Ménoua et à Yaoundé du 11 au 19 janvier. Il intègre les observations issues de l'atelier d'échange avec les équipes de l'AMEE et de l'AMGED du 16 Janvier, et de la restitution à chaud du 3 février 2017.

Ce document est avant tout un outil de travail destiné à alimenter la prochaine étape d'analyse croisée. Il est aussi destiné au Comité de Suivi de Dschang et au Comité de Pilotage, pour information.

I EVALUATION.....	2
ANNEXE I) BILAN DES ACTIVITES REALISEES DURANT LE PROGRAMME PAR ACTION	20
ANNEXE II LISTE DES ENTRETIENS ET DES VISITES TERRAIN.....	37

I EVALUATION

Effectivité, efficacité et pertinence de la stratégie d'intervention et des actions mises en œuvre pour atteindre les objectifs et les résultats du programme.

Critère	Questions évaluatives	jugement évaluatif
Cohérence de la conception du projet	La logique d'intervention du projet était elle cohérente ?	A faire après les phases terrain
Effectivité / Efficacité	Les actions du programme ont-elles été mises en œuvre ?	<p>OUI CF Bilan (annexe 1)</p> <p>Les visites de site confirment que les équipements (projets pilotes) ont bien été réalisés.</p> <p>Certains de ces équipements fonctionnent bien</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage de source de KENLENG connecté à un réservoir bien construit et bien entretenu. Le comité local de gestion souhaite construire un second réservoir puisque la source de captage a une grande capacité de production d'eau, pour satisfaire une forte demande par les populations. Le comité est considéré par l'AMEE comme le meilleur en termes de mobilisation de recettes (environ 200000 fcfa mensuellement) - Plateforme de Ngui OK. <p>D'autres fonctionnent mais présentent des faiblesses techniques et/ou de gestion</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un captage de source inaccessible. Connecté à un réservoir dont les disponibilités en eau sont faibles entre janvier et mars ; en aval une borne fontaine dans une école cadenassée et inaccessible (pas de clé à la borne fontaine de l'école maternelle de la Gendarmerie) - Une borne fontaine devant une église sans fontainier présent en journée, et avec une consommation de 10 m3 sur 7 mois. Pas de prix affiché sur les panneaux. Explications données : le fontainier n'est là que le matin et le soir ; il n'est pas régulier. - 1 réservoir bien fait et alimenté en eau mais non relié aux bornes fontaines. Accès gratuit pour les riverains qui ont refusé de payer - 1 château d'eau à Meka 1 en état. Un borne fontaine connecté mais ou le CGL refuse de payer l'eau.

Efficacité	<p>Le programme a-t-il permis de renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des CT dans le domaine de l'hygiène publique ?</p>	<p>PAS VRAIMENT</p> <p>Nous n'avons pas pu identifier de cadres formels qui rassemblent les acteurs de chaque secteur autour des enjeux et de la problématique de l'eau, de l'assainissement ou de l'hygiène publique plus globalement.</p> <p>Nous n'avons pas non plus identifié les indicateurs de véritables politiques publique locales (concertées ou pas) de l'eau, de l'assainissement et/ou de l'énergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas d'espace ou lieu pour ce faire - Pas d'analyse partagée entre acteurs concernés/impliqués de la situation - Le programme a permis de soutenir l'élaboration d'outils de connaissance de la situation (ex : Un diagnostic a été mené en 2008, et réactualisé en 2012 sur le volet déchets. L'état de l'accès à l'eau potable est suivi par le service (géoréférencement). Un POS a été créé et validé par la mairie en 2013 ; cartographie de la couverture en eau réalisée avec l'appui de la GIZ ; étude de satisfaction réalisée par le GIE de l'université), mais ces instruments ne sont pas utilisés pour élaborer ou piloter l'action communale. - Pour l'assainissement par contre, un schéma directeur Déchets a été élaboré en 2016 pour le compte de l'AMGED. - Mise à l'agenda communal mais uniquement sous l'angle du soutien aux Agences (dont l'intervention ne couvre pas l'ensemble du territoire pour ce qui est de l'AMEE, il y a aussi le concessionnaire la CDE et même des privés qui opèrent sur le territoire) - Un choix politique et stratégique qui s'est concentré sur le soutien aux Agences - Les Agences sont les seuls instruments sur lesquels la Mairie s'appuie pour agir - Elles ont par leur texte hérité d'une maîtrise d'ouvrage déléguée, mais en réalité assure plutôt la maîtrise d'œuvre sur une partie du réseau seulement. D'après le cadre légal en vigueur au Cameroun, l'AMEE n'est compétente que sur le territoire non couvert par le concessionnaire CDE. A Dschang l'AMEE n'est pas compétente sur le périmètre urbain car couvert par la CDE, mais compte tenu des défaillances du concessionnaire et la très forte demande des populations, l'AMEE a des réseaux dans le périmètre urbain. Situation qui nécessite d'être clarifiée. <p>Les seuls espaces de concertation entre la commune et les autres acteurs du territoire impliqués dans la gestion de ces compétences au niveau communal sont le conseil d'administration de l'AMEE et le conseil d'administration de l'AMGED. Toutefois, ces CA sont plus des lieux d'information et de décisions opérationnelles et financières concernant les Agences, que des lieux d'analyse et de pilotage stratégique de l'action publique communale.</p>
------------	--	---

		<p>De plus certains acteurs, bien que membre du CA de l'AMEE, n'assistent pas aux sessions Exemple : un privé qui produit et distribue de l'eau dans un groupement</p> <p>Les autres acteurs du territoire membres du CA(délégué départemental de l'eau et de l'énergie membre du CA de l'AMEE et le Délégué départemental de l'environnement membres du CA de l'AMGED) estiment qu'ils ne sont pas impliqués en amont dans la préparation de ces sessions du CA et qu'ils n'ont aucune possibilité de modifier ou de changer le cours des échanges pendant ces réunions car l'ordre du jour est souvent préparé à l'avance et porte essentiellement sur le fonctionnement de l'instrument (exemple : la présentation du bilan des activités , le vote du budget, les échanges sur les aspects techniques...)</p> <p>Pour ces deux acteurs membres des CA de l'AMEE et de l'AMGED, leur participation se résume à un rôle d'appui conseil sur les normes prescrites par l'Etat.</p>
Efficacité	<p>Le programme a-t-il permis de renforcer les capacités de maîtrise d'œuvre des Agences ou organisations existantes ou créées (hygiène publique) ?</p>	<p>PLUTÔT OUI POUR LES CAPACITES OPERATIONNELLES MOINS VRAI POUR LES CAPACITES STRATEGIQUES</p> <p>CAPACITES OPERATIONNELLES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan des RH des compétences individuelles et collectives réellement renforcées dans les 2 Agences : <ul style="list-style-type: none"> . par la recrutement d'agents nouveaux, déjà formés et expérimentés . par l'apprentissage sur le tas, . par la découverte et les échanges de savoir-faire dans le cadre de DANK (stages d'immersion, VSI en appui à l'AMGED....) cf. effets. . <i>(Compétences sous l'angle des savoir-faire, de la motivation, et des moyens et marges de manœuvre pour agir)</i> <p>En outre :</p> <p>DANK a permis à l'AMEE de recruter un animateur, un plombier maçon, deux électriciens et un assistant administratif et financier. Le plombier maçon, le plombier, les électriciens ont un vrai savoir-faire (ils maîtrisent la localisation des ouvrages sur le terrain, ils interviennent avec efficacité sur les pannes, ils savent aussi repérer les pannes et choisir les pièces de rechange) de leur travail et permettent à l'AMEE d'être opérationnel sur le terrain. Leur travail pourrait être encore plus efficace avec une spécialisation et une planification plus judicieuse</p>

		<p>L'animateur maîtrise ses responsabilités et le travail qu'il a à réaliser (assure le rôle d'animation en lien les CLG, les abonnés privés, les gestionnaires des latrines publiques et joue le rôle d'interface entre ces acteurs et l'AMEE)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan de l'organisation et du fonctionnement interne. <ul style="list-style-type: none"> - <u>Animation des équipes de chaque agence</u> <p>L'équipe de l'AMEE s'est agrandie et des réunions hebdomadaires de programmation/suivi du travail sont animées par le Directeur. Un bilan mensuel du réseau est réalisé avec l'équipe et le gestionnaire des points d'eau</p> <p>L'équipe de l'AMGED est plus restreinte et demande moins de formalisme dans le pilotage de ses activités</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>planification/programmation/suivi des activités</u> <p>Il existe une organisation du travail qui se traduit par les différents services qu'on retrouve dans l'organigramme de l'AMEE, il y a des outils de suivi sont des outils de planification/programmation de type projet : planification opérationnelle et programmation hebdomadaire, programmation mensuelle et annuelle ; rapport mensuel d'activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>gestion administrative et financière</u> <ul style="list-style-type: none"> . L'assistant administratif et financier a élaboré des outils de recouvrement qui lui permettent de suivre le recouvrement dans les différents points d'eau. . Des outils de gestion sont mis en place et les circuits de l'ordonnancement et du paiement de la dépense sont en place et fonctionnent. Ils laissent cependant peu de responsabilités dans la décision des engagements aux Directeurs des Agences (l'ordonnateur qui est le Président du PCA n'a pas délégué cette responsabilité aux Directeurs, ce qui apporterait plus de souplesse dans la gestion tout en préservant sa rigueur) . Les recommandations de l'étude de satisfaction réalisée par le GIE ont commencé à être prises en compte. Par ex : mécanisme de contrôle par l'AME sur la sécurisation des recettes eau (pose de compteur sur les points d'eau et comparaison entre les recettes encaissées et versées par les CGL et a consommation au compteur). . Donc les mécanismes de suivi/contrôle des points d'eau et de leurs recettes sont récents (2016) et leur mise en place se poursuivent ; . Il y a des outils pour suivre les CLG (réunion hebdomadaires et mensuelles) des outils de suivi du
--	--	---

		<p>fonctionnement des CLG, des outils d'accompagnement techniques des équipes. Il est difficile pour nous de savoir quels sont les CLG performant, et ceux présentant des difficultés (nature des difficultés, récurrences...) Ces outils pourraient être améliorés pour mieux suivre l'activité : Ex outils de suivi par comité de gestion qui permettrait à l'AMEE de suivre l'évolution du nombre d'abonnés, le nombre et la natures des pannes, les heures d'ouverture et de fermeture, les demandes des populations, les propositions d'amélioration... (en perspective d'élaboration par l'animateur)</p> <p>Au niveau de la compétence déchets, il y a eu la création d'une agence municipale de gestion des déchets (AMGED) qui est très opérationnelle à travers le projet MageTV qui a mis en place deux plateformes de compostage, notamment la plateforme de NGUI et la plateforme de NSINTEU qui produisent du compost qui est vendu aux agriculteurs comme engrais.</p> <p>CAPACITES STRATEGIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vision à Long terme des objectifs, des caps, et des stratégies pour y parvenir : <ul style="list-style-type: none"> . Une compétence qui commence à se construire à l'AMGED (schéma directeur...) . Un SF moins présent à l'AMEE ; le pilotage opérationnel et technique est OK et à court terme ; mais il manque un début de pilotage stratégique + manque d'outils de pilotage stratégique et le personnel de l'AMEE que nous avons rencontré n'a pas une connaissance de la stratégie de l'AMEE <p>Il n'y pas de réelle stratégie et d'objectifs à long terme avec des enjeux de pérenniser l'AMEE et l'AMGED, et les services qu'elles gèrent. Si cela est normal pour l'AMGED car récente (2016) mais qui a déjà élaboré un schéma directeur des déchets, c'est plus problématique pour l'AMEE qui a déjà 5 ans d'existence légale, Pas de document stratégique qui identifie le potentiel d'usagers (ménage), qui précise les objectifs d'évolution de couverture, les choix techniques, les stratégies d'accompagnement de changement de représentation et de comportements.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vision des capacités pour atteindre ces objectifs (SWOT) et des stratégies/processus à mettre en place pour les renforcer <ul style="list-style-type: none"> . Peu pour l'AMGED . Pas du tout pour l'AMEE . = -« le nez dans le guidon » . Il n'y a pas d'objectifs et de balises fixées pour l'autonomisation et la pérennité des services et des
--	--	---

		<p>Agences. Pas d'instruments non plus pour suivre les progrès. <i>Par ex : Pas d'outil de suivi du processus d'autonomisation de l'AMEE pour mesurer sa capacité à mobiliser ses ressources propres par rapport au charge de fonctionnement à minima (ex : couverture de la masse salariale sur le prix de l'eau).</i> <i>Pas de mécanisme et outils qui pourrait permettre de comprendre ou d'expliquer la performance économique d'un CLG. Par exemple, l'outil sur le suivi des pannes pourrait permettre d'expliquer la baisse de la performance économique d'un CLG et permettre de prendre les bonnes décisions. Pour cela les deux services doivent travailler étroitement dans le croisement des données. Cela implique une cohérence dans l'action entre les différents services qui ne peut se faire sans une meilleure connaissance des orientations stratégiques de l'AMEE</i></p> <p>- Mobilisation de financement Ce savoir-faire existe (cf. co-financement mobilisés sur l'Energie et les Déchets). Il y a un savoir-faire de recherche, identification et mobilisation des financements externes pour financer l'investissement (extension de réseau, ou MagetV nouvelle plateforme de compostage), et une partie du fonctionnement des agences (en particulier les salaires des agents). = SF de recherche et accès à l'information, SF de positionnement dans des réseaux (veille stratégique), SF saisi d'opportunité, SF de mobilisation d'autres acteurs pour construire une alliance stratégique et mobiliser des ressources complémentaires. Mais ces SF sont dans les mains de 2 ou 3 personnes (Directeur AMGED, CM en charge de la coopération). Compétence interne aux deux Agences et à la Commune fragile.</p> <p>- Inscription dans des réseaux OK ++, mais porté par qqes personnes</p>
Efficacité	Le programme a-t-il permis d'améliorer la gestion des services d'hygiène publique ?	<p>UNE PREMIERE ETAPE VERS...</p> <p>Pas d'appui ou d'échanges identifiés sur les modalités et outils de gestion. Le comptable a créé ses propres outils seul. Par exemple, les outils créés et utilisés par le comptable dans le cadre du recouvrement sur le terrain ne sont pas complémentaires aux outils de l'animateur qui assure la liaison entre l'AMEE et les comités de gestion. Manque d'articulation.</p> <p>Les outils existants ne permettent pas d'avoir un suivi de gestion qui aide au pilotage (ex : pas de suivi de gestion dans le temps par point d'eau et CGL)</p> <p>Par contre, il existe une stratégie d'autonomisation de l'AMEE , mais qui n'est pensée qu'à CT (2017) et uniquement sous l'angle financier</p> <p>L'AMGED dispose d'un schéma directeur 2017-.... (j'ai oublié la date), qui lui permet d'avoir une vision plus fine</p>

		des stratégies et orientations à adopter pour améliorer la collecte/traitement/valorisation des déchets pour la commune de Dschang (à vérifier dans le doc si le schéma porte bien sur l'ensemble du secteur déchet et du territoire de la commune. Je ne retrouve pas le doc dans mes fichiers)
Effacité	Le programme a-t-il permis d'améliorer la gouvernance locale (territoire/filière) dans les domaines de l'hygiène publique ?	<p>PLUTOT OUI ET SURTOUT AU NIVEAU DE PROXIMITE DE SERVICE LE PLUS PROCHE DES USAGERS MOINS VRAI POUR LA GOUVERNANCE COMMUNALE</p> <p>Au niveau de la gestion des points d'eau ou des équipements de compostage, un travail de fond est fait et commence à porter ses fruits, même s'il reste difficile pour les Agences d'agir sur les changements de représentations sociales (ex : paiement de l'eau) qui sont des facteurs clés de l'autonomisation et de l'amélioration des services de l'eau</p> <p>réhabilitation et la création de nouveaux comités locaux de gestion autour des ouvrages a contribué à réunir une catégorie d'acteurs autour de compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autour de l'eau : il y a une organisation en CLG qui implique, les membres du CLG, les artisans, la commune à travers l'AMEE, les autorités traditionnelles quelque fois et les populations elles-mêmes • Autour de l'Assainissement : il y a une organisation en comité d'hygiène dans les écoles primaires qui implique l'école à travers un enseignant, la commune à travers l'AMEE, les bénéficiaires que sont les enfants. • Autour des déchets : il y a une organisation des agriculteurs en coopérative au sein de la CAPLAME (coopérative des planteurs de la Menoua) la commune à travers l'AMGED <p>Au niveau de la gouvernance interne des agences : OK avec l'ouverture des CA : mais limité car n'aborde que les questions liées aux ouvrages/réseaux/services.... rendu par les Agences.</p> <p>Au niveau de la gouvernance communale : pas grand-chose pour le moment (cf. point sur la maîtrise d'ouvrage) Il faut noter le caractère limité de ces cadres qui n'intègrent pas pour chaque filière tous les acteurs dans une logique pérennisation du service public. Les logiques d'organisation se fondent autour des problèmes ou des opportunités qui émergent.</p>
	La stratégie et les actions mises en œuvre par les communes ont-elles contribué à l'élaboration et à la	<p>PAS VRAIMENT</p> <p>La stratégie d'appuyer directement le renforcement des capacités de l'AMEE qui est né quelques mois avant le début du programme DANK a certainement permis à la jeune agence d'être opérationnel, de résoudre certains problèmes d'eau et d'hygiène publiques à travers les actions mises en œuvre sur une partie du territoire de la Commune</p>

	<p>mise en oeuvre de PP locales concertées d'hygiène publique ?</p>	<p>Cette stratégie a aussi contribué dans la création d'un autre instrument tout aussi opérationnel AMGED. Quant à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques locales, le programme n'a pas atteint cette dimension à Dschang. L'action publique communale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement commence tout juste à se mettre en place : Volonté politique des autorités locales (maire, conseil municipal qui consacrent du temps à chaque session pour discuter de l'eau, déchets et assainissement), mise en place des agences par la commune et légalisés par la tutelle qui est la préfecture , sensibilisation à l'hygiène, gestion d'une partie de réseau, appui à la gestion des points d'eau... Toutefois, il n'existe pas encore de vision et de stratégies LT communales Eau et Assainissement, et pas encore d'espace de pilotage/concertation de l'action publique réunissant les principaux acteurs clés (Commune, privés, Camwater, CGE...) pour l'ensemble du territoire communal.</p>
<p>Pertinence</p>	<p>La stratégie et les actions mises en œuvre dans le cadre du programme ont-elles contribué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au renforcement et à l'amélioration de l'exploitation des services ? - à la pérennité des services ? 	<p>PLUTOT OUI au renforcement et à l'amélioration de l'exploitation des services</p> <p>En termes de réhabilitation d'ouvrage, DANK a permis de mobiliser des financements d'investissement complémentaires dans le cadre des appels à propositions/projets lancés au Cameroun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet MageTV : 10000 € année 1 et 11000 € année 2 de cofi, qui font apparaître NM comme partenaire du projet (? donne de la crédibilité ?). Ce qui a servi à financer le poste le VSI qui a élaboré des outils stratégiques et opérationnels (Schéma directeur de gestion des déchets de l'AMGED, outils de suivi de collecte et pré collecte...). - 2013 : AIMF 250 000 € + DANK 40000 € + Dschang 50 000 € + Agence de l'eau Loire. Ce qui a permis le financement de la construction de 12 mini réseaux) - Alliance pour la maîtrise de l'eau et de l'énergie : Un programme dont les objectifs et le contenu sont proches du programme DANK avec RC maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre, amélioration service de l'eau, partage d'expériences, et petits investissements. Opportunité d'un AP UE ANE AL au Cameroun. CVUC n'a pas répondu. Dschang s'est positionné avec 4 autres Communes <p>PLUTOT NON pour la pérennité des services</p> <p>Si DANK a permis de mobiliser les financements complémentaires, DANK n'a pas contribué à répondre à l'enjeu de l'autonomisation financière de l'AMEE et de l'AMGED gage de leur pérennité. Au niveau de l'agence municipale de l'eau et de l'énergie (qui a déjà plus de cinq ans d'existence légale), le calcul de deux ratios : Ressources propres/dépenses de fonctionnement et ressources propres/charge salariale annuelle nous montre que l'AMEE est encore très dépendant et de ressources extérieures. En 2016 les ressources propres n'ont couvert que 26 % des dépenses de fonctionnement (on ne parle même pas de dépenses d'investissement). Le</p>

		calcul du second ratio nous montre que les ressources propres de l'AMEE générées en 2016 n'ont couvert que 38 % de la charge salariale annuelle de l'AMEE.
Pertinence de l'approche	Privilégier dans le programme le financement du soft (RH, échanges...) plutôt que le hard (infrastructures) était-il pertinent ?	PLUTOT OUI Le programme permet de se doter des compétences techniques nouvelles dans les services de l'Agence (plus de qualité. Les recrutements sont plus « objectifs » car moins influencés par les logiques d'intervention et de réseau que dans les recrutements « classiques » Les ouvrages servent effectivement à offrir de l'eau aux populations dans la demande s'accroît de plus en plus. S'appuyer sur l'amélioration du service en soutenant des projets pilotes permet de s'appuyer sur des objets concrets pour travailler à renforcer les capacités au fil de l'eau.
Effectivité	Les acteurs clés du programme (CT, Agences) ont-ils impliqués les femmes dans les actions ?	EN QUELQUE SORTE L'implication des femmes se résume en leur présence au sein des CLG des points d'eau ou des latrines publiques. Pas d'instrument spécifique qui permette de suivre quelques indicateurs clés (nombre de femme dans un CLG, nombre de femmes présidentes du CLG) cependant les candidatures femmes sont encouragées et facilitées par l'AMEE dans les CLG.
Efficacité	L'implication de femmes dans la sensibilisation a contribué à changer les représentations et comportements	DIFFICILE A DIRE Aucun indicateur ne nous permet de l'affirmer
Effets	Le programme a eu des effets pour sur Nantes Métropoles et son territoire	DES EFFETS POSSIBLES IDENTIFIES, A CONFIRMER A NANTES Sur l'institution NM : pas d'effets identifiés Sur le territoire de NM : des relations se nouent entre quelques acteurs des 2 territoires. Remarque : ce n'était ni une ambition, ni objectif du programme DANK. Toutefois celui-ci s'inscrit dans l'histoire de la relation partenariale entre Nantes, NM et Dschang dont les enjeux dépassent les seuls résultats attendus du programme. Et le retour pour l'Institution et le territoire métropolitain Nantais est de nouveau posé comme enjeu de la coopération, pour le moment plutôt dans leurs dimensions économiques Relations identifiées :

		<ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan économique une équipe de 4 jeunes opérateurs économiques de Dschang se sont rendus à Nantes au mois de juin 2016 pour explorer de opportunités d'affaire entre Nantes et Dschang. Pendant ce voyage ils ont rencontré un vigneron qui produit du vin Muscade et les échanges sont en cours pour une prochaine importation et comme point de vente, la commune de Dschang va louer une ou plusieurs boutiques à un prix préférentiel à ces hommes d'affaires pour la commercialisation du vin nantais. (à vérifier à Nantes) • Compostri s'est inspiré de l'expérience menée à Dschang qui intègre l'activité de compostage des déchets dans la filière agricole. Alors que le compostage dans les quartiers à Nantes était destiné plutôt à renforcer le lien tout en valorisant les déchets pour une utilisation domestique. D'une logique de compostage à vocation communautaire pour un compostage à vocation agricole. • Dschang s'est engagée à faire la promotion des Fontaines à Eau qui est une création d'un Nantais et les première machines sont attendues à Dschang d'ici la fin du mois de mai 2017 (à vérifier à Nantes) • Sur le plan universitaire, début de relation entre la FASA de l'université de Dcshang et l'école d'agriculture de Nantes (à vérifier à Nantes) • Sur le plan académique l'école publique de Nzong 2 à Dschang entretient des échanges avec l'école Saint Clair de Nantes (à vérifier à Nantes) • Hors programme DANK, et dans le cadre des relations entre Dchang-Nantes et NM, d'autres projets phares ont vu le jour : ex : le musée des civilisations (récent, moderne, sur 2 étages, très fournis... mais dépend comme tout projet culturel de ce type de financements externes publics et privés difficiles à mobiliser)
--	--	---

L'efficacité, la pertinence, et les éventuels effets des dispositifs (modalités, instruments...) mis en œuvre pour élaborer, piloter, mettre en œuvre, gérer et suivre le programme et la dynamique partenariale

Critère	Questions évaluatives	jugement évaluatif
Effectivité Efficacité	Quels sont les mécanismes et modalités de pilotage, de décision, d'animation, et de suivi : <ul style="list-style-type: none"> - du partenariat entre CT - du programme DANK 	<p>DES MECANISMES SONT MIS EN PLACE POUR LE PILOTAGE, L'ANIMATION ET LE SUIVI DE DANK ; ILS SONT EFFICACES SANS ETRE FORMALISES</p> <p>Il existe un comité non formalisé qui réunit mensuellement et trimestriellement les principales personnes impliquées dans le projet autour du responsable de la cellule Partenariat, Développement et Communication. Le chef de la cellule qui est le point focal de la commune sur le programme peut convoquer une réunion ad-hoc au cas de besoin</p> <p>L'efficacité des mécanismes et modalités de pilotage sur la capacité de certains acteurs clés à se mobiliser et travailler ensemble pour atteindre les résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le pilotage technique de la programmation et le suivi de la mise en œuvre sont assurés par M. Ndongson. Il est l'interlocuteur technique direct du chargé de mission de Nantes Métropoles pour DANK. Il a une vision stratégique et globale du programme du fait de ses fonctions de chef de cellule du partenariat et de la coopération et de responsable du programme DANK, et de son expérience/expérience dans la Commune et avec NM. Il est un acteur clé / leader de la coopération ▪ Les responsabilités techniques de mise en œuvre sont ensuite réparties entre les personnes, en fonction de l'objet : AMGED, AMEE, prestataires. ▪ Les circuits financiers respectent les règles de la dépenses publiques (sous compte ouvert au trésor ; établissement de BP pour chaque agence ; gestion par le receveur municipal ; distinction ordonnateur/payeur...) ▪ Les outils gestion pour le projet, et le circuit de la dépense choisi, permettent de suivre les engagements et les dépenses de manière rigoureuse et transparente. <p>DES MECANISMES DE PILOTAGE, ET DE GESTION DE LA RELATION ENTRE DSCHANG ET SES COLLECTIVITES TERRITORIALES PARTENAIRES EXISTENT</p> <p>Des relations directes et fluides entre élus : entre le nouveau Maire (Baudelaire DONFACK, le 1^{er} adjoint (Pr Emile TEMGOUA, le conseiller Municipal (Mr KEMLEU) chargé de la</p>

		<p>coopération et les élus des autres collectivités territoriales</p> <p>Des relations moins formelles entre l'ancien Maire (Bernard MOMO) et les élus des autres collectivités territoriales, de par sa fonction auprès du la primature (néanmoins les réseaux se maintiennent)</p> <p>Une cellule partenariat (et développement/communication) créée par le Maire précédent, intégrée dans l'organigramme, mais qui ne fonctionnent plus en tant que telle. Le responsable de la Cellule joue toujours un rôle important d'interface dans les relations partenariales car il continue de porter les dossiers de coopération à la commune en plus son poste de directeur de l'AMGED.</p> <p>MAIS CE PILOTAGE ET CETTE GESTION NOUS SEMBLANT MOINS CLAIRS ET PLUS DIFFUS DEPUIS LE CHANGEMENT D'EXECUTIF</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪
Perception	Les principes de base du programme (relations égales...) sont-ils jugés pertinents par les partenaires ?	A COMPLETER APRES LA RESTITUTION (Abaque de Régnier)
Efficacité Effets	Le pilotage, l'animation, le suivi et les modalités d'échange et de partage durant le programme ont-ils permis à chacune des collectivités territoriales :	
	D'avoir sa place dans la relation et de prendre des responsabilités ?	<p>PLUTOT OUI</p> <p>Dans la phase d'élaboration du programme (PM atelier de nov 2012), l'espace de dialogue était très ouvert et a permis à Dschang d'être en confiance et d'amener ses préoccupations et attentes qui ont été intégrées</p> <p>L'ensemble des personnes rencontrées apprécie la flexibilité de la gestion du programme DANK : La programmation annuelle des activités, la possibilité d'affecter les ressources du pro chaque année après décision prise en comité de pilotage.</p> <p><i>Hypothèses à approfondir : cette flexibilité est liée :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'origine des ressources de DANK (budget NM + cofi MAE) qui sont des ressources d'utilisation souple. - A une pratique de pilotage et d'animation concertée à NM (= Posture mise en réseau, laisser la place, partage des responsabilités.

	De mieux se connaître	<p>PLUTÔT OUI</p> <p>Le choix des comités de pilotage tournant a permis aux Collectivités d'entrer en contact et de découvrir des contextes différents de partager les difficultés et les points forts à travers les rapports d'activités.</p> <p>Il a aussi permis de nouer des liens entre acteurs</p>
	D'identifier des expériences et pratiques utiles chez les autres pour améliorer ses propres PP ou services ?	<p>PLUTOT OUI</p> <p>DANK a permis à Barthelemy de découvrir le rôle, les postures, les responsabilités, les pratiques de pilotage/animation...d'un chef de file dans un partenariat de projet à plusieurs CT, et d'utiliser ces acquis, son vécu pour positionner la commune de Dschang comme une référence en matière de gestion des déchets, de l'eau et de l'assainissement au Cameroun. En effet à l'issue d'un appel à proposition de l'UE au Cameroun, Barthelemy s'est inspiré de tous ses acquis du programme DANK pour déposer une proposition à l'UE calquée sous le modèle de DANK mais à l'échelle nationale dans lequel la commune de Dschang s'est positionnée comme chef de fil aux côtés de quatre autres communes. La proposition a été sélectionnée et le projet de gestion intégrée des déchets, de l'eau et de l'assainissement (PIGeDEA) a déjà commencé.</p> <p>Dchang a intégré les ST déconcentrés de l'Etat au CA de l'AMEE et de l'AMGED, suite à la prise de conscience de l'effet possible (facilitation, l'accès à l'information, la crédibilité vis-à-vis des bailleurs pour démontrer que l'on travaille avec l'Etat) après un voyage d'échange à Kindia</p> <p>Les échanges entre CT du sud ont permis de s'inspirer d'initiatives chez les autres, en dehors de l'objet du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dschang s'est inspiré de la pratique du pavage de route suite à une visite du maire en Haïti et inscrit un engagement budgétaire en 2017 pour faire de même à Dschang = solution technique à un problème - Dschang a découvert la pratique d'arbres fruitiers comme arbres ornementaux

		<p>Le communicateur a pu se rendre dans les Services de communication de NM et en a retiré des éléments nouveaux de connaissance sur le montage de stratégie et plan de communication. Il déclare avoir élaboré une stratégie de communication pour la Commune grâce au programme DANK, bien qu'il considère que celle-ci ne soit pas reconnue par la Commune</p> <p>Mme le receveur a participé à un copil à Nantes et déclare ne rien retenir. N'a pas rencontré ses services homologues.</p>
	<p>De construire de nouvelles relations bilatérales ou multilatérales avec les autres collectivités partenaires du programme ?</p>	<p>OUI</p> <p>Relation formalisée avec Kindia mais une action identifiée entre les deux communes autour de l'analyse de l'eau.</p> <p>Les relations avec Haïti ont été plus difficiles car le responsable du programme DANK a changé 3 fois. Difficile d'avoir une relation continue.</p>

Les effets du programme sur le renforcement de la légitimité des collectivités territoriales comme maitre d'ouvrage local dans leur pays, sur l'innovation, et leur reconnaissance dans les réseaux nationaux et internationaux de collectivités territoriales...

Critère	Questions évaluatives	jugement évaluatif
Effets	<p>La dynamique partenariale du programme a-t-elle favorisé le développement /renforcement de relations et la mise en œuvre de nouvelles actions ?</p> <p>Entre acteurs sur les territoires,</p> <p>Entre services des collectivités territoriales (à l'interne, et entre services des collectivités territoriales partenaires),</p> <p>Entre les collectivités territoriales et l'Etat,</p> <p>Entre les collectivités territoriales et leurs réseaux nationaux respectifs,</p> <p>Entre Nantes Métropole et les réseaux nationaux qu'elle a investis (AIMF...).</p>	<p>EN QUELQUE SORTE OUI</p> <p>Un VSI porté par GEVALOR et financé partiellement par DANK a permis la mise en lien relation entre NM et GEVALOR. Le fait que DANK ait financé un poste de VSI, a aidé ce VSI à acquérir une expérience et des compétences, tout en apportant une plus-value technique.</p> <p>DANK a permis de créer des moments de partage de l'expérience de Dschang avec d'autres CT du Cameroun. Certaines communes se sont intéressées à l'expérience, des relations bilatérales se sont créées et ont permis de construire une alliance pour saisir l'opportunité d'un financement grâce au projet de gestion intégrée des déchets, de l'eau et de l'assainissement (PIGeDEA cofinancement obtenu 333661 Euros) . Dschang se positionne en chef de fil = visibilité et crédibilité</p> <p>Directeur de l'AMGED : « DANK nous a mis en orbite »</p> <p>Expérience remarquée par GIZ, PNDP, et par d'autres communes intéressées pour faire pareil (ex : CU de Douala qui est venue jusqu'à Dschang partager l'expérience de la commune de Dschang sur la gestion des déchets)</p> <p>Association africaine de l'Eau et Assainissement qui contacte Dschang à travers le projet Water Operation Partners car le Directeur Général de cette association a travaillé à la commune de Dschang, a gardé des relations et connaît l'expérience et les résultats + du programme.</p>
	Quels sont les effets du programme, de l'approche partenariale, et des méthodes de travail pour Nantes Métropole	A VOIR A NANTES

Dimension prospective

Pour contribuer à alimenter la réflexion prospective attendue par NM, les consultants ont porté une attention particulière aux points suivant :

L'évaluation doit permettre de :	Points d'attention
<p>décider des évolutions à conduire tant du point de vue de la relation partenariale, que des objectifs et contenus de la coopération, et des dispositifs à mettre en œuvre ;</p>	<p>Perception qu'ont les principaux acteurs concernés de la relation partenariale et de son fonctionnement</p> <p>la majorité des personnes interviewées ont une bonne perception de la coopération Nantes Dschang. Elle déclare que c'est une coopération à poursuivre et à consolider car elle permet à la commune de Dschang de se mettre en orbite. La coopération Nantes Dschang est considérée comme l'exemple de coopération décentralisée au Cameroun (c'est aussi ce que pense le service de coopération de l'ambassade de France au Cameroun).</p> <p>Cette relation a permis à la Commune de mobiliser beaucoup de ressources à la fois humaines et financières. Elle a ainsi permis de maintenir au sein de la commune des compétences techniques indispensables pour faire fonctionner ses agences (et de recruter de la ressource humaine de qualité (Georges Mekui, Christian l'animateur de l'AMEE, Joël de l'AMGED)</p> <p>-Perception sur la pertinence des objets, objectifs et contenu de la coopération</p> <p>La commune de Dschang pense que la coopération Dschang Nantes a été jusqu'ici a été portée sur des instruments précis (sur le plan touristique avec la construction et l'équipement du musée des civilisations, sur les secteur de l'eau, assainissement et déchets avec la création des instruments tels que l'agence municipale de l'eau et de l'énergie, sur l'agence municipale de gestion des déchets)</p> <p>Quant à la pertinence des instruments nés de cette coopération, il n'y a aucune contestation sur leur performance, ce sont des instruments qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations. L'exécutif communal n'imagine plus la gestion de l'eau à Dschang sans l'agence municipale de l'eau et de l'énergie.</p> <p><i>Pour aller plus loin : le secteur de l'eau est un secteur d'intervention complexe, avec de nombreux acteurs, et des enjeux (parfois cachés)... donc sensible et potentiellement conflictuel. De plus, il aborde des problématiques complexes (le paiement de l'eau...). C'est un objet d'action publique qui semble plus complexe que d'autres. Si un programme plus orienté vers le RC à l'élaboration/pilotage/animation....et à la structuration de politiques publiques communales sectorielles, peut-être envisager de s'appuyer sur des sujets/objets plus simple à travailler et avec moins d'enjeux.</i></p>

	<p>Perception sur la pertinence et l'efficacité des dispositifs mis en œuvre Cf. question sur les mécanismes et modalités de pilotage, de décision, d'animation, et de suivi du partenariat entre CT</p>
<p>nourrir le dialogue avec les partenaires techniques et financiers sur une nouvelle approche de la coopération</p>	<p>Le programme national de développement participatif (PNDP) antenne de l'Ouest connaît très bien la coopération Nantes Dschang et sait que l'AMEE et l'AMGED bénéficient des appuis de la coopération nantaise. Il a participé au comité de pilotage du programme DANK qui s'est tenu à Dschang en 2015. Le coordonnateur régional du PNDP pense que la commune de Dschang est un modèle en matière de gestion de l'eau et des déchets. Dans le cadre des activités du PNDP dans la région de l'Ouest, le PNDP a financé et organisé le voyage de 22 maires à Dschang pour partager l'expérience de Dschang dans la gestion des compétences eau et déchets. Le PNDP compte organiser en cette année 2017 un autre voyage pour environ 50 maires à Dschang 2017. Toujours en 2017 le PNDP compte actualiser les plans de développement locaux des collectivités territoriales décentralisées et compte prendre en compte la dimension de mise en place des services publics durables et de qualité. Le PNDP dit être prêt à accompagner l'élaboration des outils de pilotage stratégiques des communes permettant la mise en place des services publics.</p> <p>Le PNDP est prêt à accompagner le processus d'évaluation et à être présent pendant la restitution pays</p> <p>La GIZ antenne régionale de l'ouest a aussi collaboré avec la commune de Dschang dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités. Malheureusement la GIZ de la région de l'Ouest ferme ses portes.</p> <p>Le SCAC est prêt à s'engager pour la mobilisation d'un VIE, pour améliorer la communication et la diffusion des résultats de la coopération entre Dschang et Nantes</p> <p>Il est important d'approcher l'AIMF sur la possibilité d'appuyer l'élaboration et la structuration de politiques publiques locales à Dschang pour la pérennisation des actions financées par le passé dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.</p> <p>L'AFD à compléter après le rendez-vous</p>
<p>identifier les articulations possibles d'un futur programme avec les politiques des bailleurs de fonds</p>	

<p>identifier les changements d'échelles possibles et souhaités avec les associations de collectivités locales au Cameroun et en Guinée</p>	<p>La rencontre avec Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) qui est la faitière des communes au Cameroun nous a permis de comprendre que la coopération Nantes Dschang est bien connue. Cette coopération est perçue actuellement comme la meilleure et la plus ancienne au Cameroun.</p> <p>Les CVUC ont participé à un atelier à Nantes dans le cadre de cette coopération, mais aucun effet n'est identifié.</p> <p>Les CVUC se positionnent comme un facilitateur des collectivités. la Faitière a pour principale mission de porter le plaidoyer des collectivités territoriales camerounaises au niveau de l'Etat dans le cadre des transferts des compétences et des ressources concomitantes.</p> <p>Les CVUC ne se positionnent pas pour des appels à propositions, mais appuie toute collectivité locale qui est prête à se positionner dans un appel à projets.</p> <p>Deux axes de convergence possible avec les partenaires de DANK, le plaidoyer pour plus de ressources aux collectivités et les échanges d'expériences.</p>
---	--

ANNEXE I) BILAN DES ACTIVITES REALISEES DURANT LE PROGRAMME PAR ACTION

Cette partie est un bilan descriptif par action, réalisé sur la base de la documentation exploitée et croisée avec les informations recueillies durant la mission terrain. Il a permis de préparer l'évaluation et d'orienter le choix des entretiens et des visites.

Les activités programmées durant le programme ont été nombreuses et variées. La mission d'évaluation, sans prétendre à l'exhaustivité, confirme que la grande majorité d'entre elles ont bien été réalisées.

ACTION 1 : Contribuer à la compréhension des enjeux de l'hygiène publique par les citoyens et à leur implication pour l'améliorer

ACTIVITES

	Activités réalisées
Organisation d'actions de sensibilisation, notamment en direction des femmes	<ul style="list-style-type: none">❖ Sensibilisation○ Réunions de sensibilisation et de suivi des comités de gestion de l'eau ;○ Assemblée générale des comités de gestion deux fois par an minimum ;○ Congrès de village chaque mois d'Aout ;○ un film de communication sur les déchets à Dschang a été réalisé antérieurement et peut être envoyé aux partenaires (par des sites de transfert de fichiers du type www.nextsend.com)○ un film de communication sur l'eau est en cours de finalisation○ un film de communication sur l'assainissement est en cours.○ communication importante via les médias : deux fois par semaine dans les radios locales, surtout sur le programme eau/asst + articles dans le magazine communal => aide à communiquer et sensibiliser○ Fabrication de DVD sur chaque thématique (eau, asst, déchets, énergie, initiatives citoyennes)○ Organisation d'une grande campagne de sensibilisation dans les écoles et collèges de la commune de Dschang à l'occasion de la journée mondiale de l'eau le 22 mars 2013○ Organisation de plusieurs émissions radiophoniques pour la sensibilisation des populations de la Communes de Dschang sur la gestion participative des ouvrages d'AEP et d'assainissement (latrines), sur l'entretien des points d'eau et sur la nécessité de contribuer au service de l'eau.○ Actions de sensibilisation lors des visites de points d'eau○ Consolidation des acquis à travers les formations et la sensibilisation des usagers de l'eau

	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Formation <ul style="list-style-type: none"> ○ Une formation à la gestion est organisée les 13 et 14 décembre à l'attention des femmes de ces comités de gestion ○ La formation des artisans réparateurs le 19 juillet 2013 ○ Formation à l'utilisation des latrines écologiques dans les écoles primaires et les centres de santé en septembre 2015 et 2016 ; ○ formation de 40 comités d'hygiène et de salubrité dans les écoles primaires de la Commune de Dschang. Cette formation a été réalisée en partenariat avec la GIZ et à son terme, chaque école a été dotée du petit matériel d'hygiène et des panneaux de sensibilisation ○ Formation de nouveaux comités de gestion des points d'eau préalablement à la création, à l'extension ou à la réhabilitation de nouveaux équipements (11 en 2013) ○ Les comités de points d'eau sont réunis mensuellement par l'AMEE pour partager les expériences ○ Pour les déchets, formation des coopératives agricoles à l'usage du compost
<p>Identification et mobilisation de personnes relais, notamment féminines</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La constitution des comités de gestion en intégrant les femmes aux postes clef (trésorière, rapporteur) • Elles sont sollicitées au sein du centre de tri de NGUI
<p>Suivi de l'efficacité des campagnes et mesures correctives</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les descentes de suivi sur terrain ; • La stratégie de porte à porte ; • Les réunions mensuelles avec les comités ; • Les réunions de bureaux exécutifs des comités ; • Les séances de travaux communautaires ;
<p>Contrôle des comportements des habitants et sanction des contrevenants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle communautaire opéré au sein des localités ; • Les règlements intérieurs des comités de gestion décrivent les comportements à réprimer ; • Les contrats d'abonnements approuvés par les usagers de l'eau et l'électricité et paraphés par les comités et l'AMEE décrivent les sanctions et comportements à sanctionner ; Dans ces contrats, il est prévu que les : <ul style="list-style-type: none"> - Les conseils des sages des comités gestion tranchent les litiges pour la résolution des conflits ; - Les assemblées générales participent à la cohérence et à l'approbation totale et à la mise en œuvre du contrôle communautaire, et des sanctions qui y sont consécutives.

Information et encouragement à s'impliquer en direction des services nationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Participation sur invitation à plusieurs séminaires au niveau national • Visite, séance de travail et partages d'expériences avec des collectivités territoriales (communauté urbaine de Douala) • Participation à l'élaboration du document de plaidoyer pour la bonne gouvernance de l'eau à Bayangam, organisé par l'ONG ,Centre International de Promotion de Récupération (CIPRE) dans le cadre des activités de son projet de plaidoyer pour la sauvegarde des Ecosystèmes de Marécages, des Ressources en Eau et des Raphia(P-SEMRER à Touegwe-Byangam) • Organisation à Dschang le 5 Avril 2015 d'une rencontre sur financement du PNDP pour partager notre expérience avec 50 Maires du Cameroun • Participation aux conférences et séminaires (Bafoussam, Bafang, Yaoundé)
Encadrement et coordination des actions de sensibilisation des acteurs extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une cellule de communication en charge de la stratégie de communication dans le cadre du projet • Un Expert en communication employé à plein temps sur le projet
<i>Autres</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des stagiaires • Participation à l'élaboration et à la séance de restitution des travaux sur le schéma directeur de gestion des déchets dans la ville de Dschang, travail mené par un stagiaire volontaire en provenance de France (M.Garnier Julien) ;

RESULTATS

RESULTATS QUALITATIFS	INDICATEURS ET SOURCES DE VERIFICATION
Les relais de la société civile connaissent les enjeux de l'hygiène publique et de la réduction des risques et les techniques d'animation et de sensibilisation en la matière	<ul style="list-style-type: none"> • Les associations (comités locaux de gestion de l'eau) ont été formés et sont en activité ; • Les acteurs de la société civile sont souvent invités pendant les activités organisées sur le territoire
La population a conscience des comportements liés à l'eau et aux déchets qui peuvent être néfastes pour la santé	<ul style="list-style-type: none"> • 1000 ménages sont abonnés aux réseaux et au service de l'eau disponible dans la commune de Dschang ; • Les recettes liées aux abonnements, aux contributions et consommations existent, sont évolutives selon les saisons (sèches ou de pluie), et sont jugés satisfaisantes • Les populations à travers la mobilisation des comités, accompagnés par l'AMEE, participent aux

	séances de nettoyage et de potabilisation de l'eau selon le calendrier de nettoyage mis sur pied avec l'appui de l'AMEE.
La population adopte des comportements responsables dans ces domaines	<ul style="list-style-type: none"> • En saison sèche met en œuvre les systèmes de rationnement de l'eau ; • Elle respecte le calendrier de nettoyage des ouvrages et de potabilisation de l'eau propre à chaque localité ;
RESULTATS QUANTITATIFS	
Au moins 15 relais de la société civile sont formés dans chaque collectivité	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 30 associations (comités locaux de gestion de l'eau) ont été formés et sont en activité ; • Un comité de gestion pour une microcentrale électrique formé et en activité ;
Au moins un document de communication (affiche, brochure...) a été réalisé dans chaque collectivité	<ul style="list-style-type: none"> • Un flyer de type tri-dépliant a été réalisé Un flyer de type A5 a été réalisé.
	<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement de 25 étudiants stagiaires venant de la Faculté des Sciences Agronomiques de Dschang, de l'école nationale supérieure des Travaux publics (ENSPT) ? Université de Dschang, ISS Maroua, CEFAM , Guillaume Bota et Agathe Pommery en provenance de Lyon en France

INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACTION

INDICATEUR	NIVEAU ET EVOLUTION DE L'INDICATEUR DURANT LE PROGRAMME
Qualité du tri des déchets à la source par les habitants, ou indicateur similaire si pas de volet déchets dans l'une des collectivités.	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme commence à intervenir dans la gestion des déchets en 2013 à travers sa participation au fonctionnement de la plateforme pilote de Ngui ou nous traitons 1500 tonnes de déchets par ans
Nombre d'actions de sensibilisation réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Les séances de sensibilisation sur ce volet sont très régulières, en moyen 3 par semaine car le programme a un ingénieur qui travail en temps plein sur la question
Taux de recouvrement des taxes liées à l'hygiène publique	Cette taxe se résume à la participation des ménages à la pré collecte participative ou le taux de recouvrement est de plus de 70%

IMPACT ATTENDU

IMPACT	IMPACT IDENTIFIES
Dans chacune des collectivités partenaires, les citoyens adhèrent aux politiques d'hygiène publique et de réduction des risques, et adaptent	<ul style="list-style-type: none"> • Participation à la pré Collecte des déchets par les ménages • Enlèvement des déchets par les populations • l'entretien des latrines dans les marchés et lieux publics

leurs comportements individuels afin de concourir à leur succès	<ul style="list-style-type: none"> • Latrines publiques en bon état
Les métiers liés à ces politiques publiques sont mieux considérés et leur utilité reconnue.	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations sont fières de travailler dans le centre de tri de GUI. • La commune enregistre des demandes des populations qui sont prêtes à collaborer • Dans les comités locaux de gestion des points, les membres sont votés par suffrage universel et l'on enregistre le plus souvent plusieurs candidatures pour chacun des postes pourvus

ACTION 2 : Mettre en place une gouvernance efficace et pérenne permettant la participation de tous les acteurs concernés par les domaines de l'eau, l'assainissement, les déchets et la gestion des risques naturels et sanitaires.

ACTIVITES

	Activités réalisées
Réalisation d'un diagnostic initial	<ul style="list-style-type: none"> • Un diagnostic a été mené en 2008, et réactualisé en 2012 sur le volet déchets. L'état de l'accès à l'eau potable est suivi par le service (géoréférencement). Un POS a été créé et validé par la mairie en 2013 • Un Plan d'occupation des sols (POS) a été réalisé en 2013 • Existence du document sur le ressenti social sur le projet eau réalisé en 2008 dans la Commune
Création d'un cadre de concertation et d'instances de décision, garantes d'une intégration des femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une commission au sein du conseil municipal qui est en charge du volet social et qui est présidée par une femme et une adjointe au maire • Pas de cadre unique aux femmes mais les femmes sont à priori associées dans toutes les cadres de concertation
Elaboration et suivi de stratégies formalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Structuration et renforcement des capacités de l'agence municipale de l'eau et de l'énergie (AMEE) créée en 2011 et légalisée en 2012 par la tutelle par décision N°065/D/C/DSC du 18 avril 2012, Dans son texte de création, l'AMEE est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. • Création d'une agence municipale de gestion des déchets (AMGED) en 2013, Dans son texte de création, l'AMGED est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. • Elaboration du document d'évaluation annuel du projet faite chaque année par le GIE de l'Université de Dschang • document sur la stratégie de pérennisation de l'AMEE, • il existe aussi des documents sur le suivi de la qualité d'eau dans les points d'eau • Réalisation d'un schéma directeur de gestion des déchets • Elaboration pour chaque structure d'un plan d'action annuel • élaboration d'une commission consultative pour élaborer / concerter des propositions de stratégie ou de priorités (question de qui inclure parmi les autorités déconcentrées et ou traditionnelles, les services tels que hôpitaux, etc.) (point d'étape n°3)

<p>Pilotage et mise en œuvre de la stratégie (gestion, encadrement des investissements des acteurs extérieurs, recherches de moyens de fonctionnement pérennes, évaluation)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tenue des réunions hebdomadaires au sein de chaque structure (AMEE, AMGED) • Tenue des réunions mensuelles avec les Comités locaux de Gestion des points d'eau • Organisation des rencontres annuelles d'échanges avec les CLG, • le conseil d'administration de l'agence Municipale de l'eau et de l'énergie et de l'agence municipale de gestion des déchets présidé par des élus • Les travaux en commission présidés par des élus locaux • Le conseil municipal qui donne des orientations • Gestion de l'eau autonome prévue pour 2017, notamment en élargissant le parc de l'AMEE et en suivant le recouvrement de la vente de l'eau • Soutien des opérateurs déchets, évacuation des déchets non valorisés vers la décharge. Réflexion sur le financement du service • Etablissement d'un plan de contingence pour répondre aux risques et catastrophes naturelles (inondations) • Identification et l'élaboration des projets de latrines pour la recherche de financement en vue de délocaliser la zone de confluence • La redynamisation et la mise sur pied des nouveaux CLG; leurs formation aux techniques de gestion et accompagnement permanent • Acquisition d'un tricycle pour les chantiers • La réhabilitation de 10 points d'eau en panne et prestation auprès d'autres communes. (Nkongzem et Penka Michel)
<p>Reconnaissance des personnels et du sens de leurs métiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Répartition des tâches au sein de l'AMEE: <ul style="list-style-type: none"> ○ Directeur de l'AMEE assure la coordination des activités et joue le rôle d'interface entre l'AMEE et la commune ○ Animateur : assure le rôle d'animation en lien les CLG, les abonnés privés, les gestionnaires des latrines publiques et joue le rôle d'interface entre ces acteurs et l'AMEE ○ Un plombier ○ Un plombier Maçon chargé de l'entretien sur le réseau ○ Deux électriciens ○ Une secrétaire Caissière qui s'occupe de la caisse et des tâches administratives

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Un assistant administratif et financier chargé de la comptabilité et du recouvrement <p>Au total 9 personnes qui travaillent en plein temps au sein de l'AMEE réparations, contrôle qualité, contrôle bon usage fonctionnement des comités de gestion</p>
Information et encouragement à s'impliquer en direction des services nationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription dans l'ordre du jour de chaque conseil municipal de points sur la gestion des compétences eau, assainissement et déchets. A chaque session du conseil, les employés des deux structures sont appelés à faire une présentation suivi des échanges qui se clôture par des recommandations du Conseil Municipal (augmentation de la dotation budgétaire, extension du réseau sur tout le territoire non couvert par la CDE...) • Obtention du deuxième prix FEICOM par l'AMEE en 2016 d'un montant de 20.000.000 FCFA (vingt millions de franc CFA) • Plusieurs invitations de partage d'expériences de la part du PNDP qui est le programme National de développement participative et autre tel que la GIZ <p>Comme indicateur existence des courriers d'invitations et des power point de présentation effectués</p>

RESULTATS

RESULTATS QUALITATIFS	INDICATEURS ET SOURCES DE VERIFICATION
Les instances locales de concertation et de décision sont respectées et intègrent les femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des feuilles de présences des différentes rencontres • Rapports
Les diagnostics initiaux sont réalistes et pertinents	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des rapports de diagnostic du GIE
RESULTATS QUANTITATIFS	
Un diagnostic des services urbains est effectué dans chacune des trois collectivités du Sud	<ul style="list-style-type: none"> • Nous recevons chaque année un rapport du GIE réalisé sur la base des TDR d'un travail sur un de points à développer de nos activités et de l'analyse de la qualité de l'eau
Un plan d'action par collectivité	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des feuilles de présences des différentes rencontres - Rapports

INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACTION

INDICATEUR	NIVEAU ET EVOLUTION DE L'INDICATEUR DURANT LE PROGRAMME
------------	---

diagnostics initiaux	<ul style="list-style-type: none"> • Oui document du schéma directeur de gestion des déchets et stratégie pour l'autonomisation de l'agence municipale de gestion des déchets
existence d'une stratégie formalisée dans chacune des trois collectivités partenaires du Sud en matière de services urbains	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des conventions de financement du programme entre Dschang et Nantes Métropole pour chaque année, documents qui précise les orientations de la subvention et les modalités de gestion
plan d'action à Nantes Métropole pour l'utilisation de cette coopération décentralisée en termes de valorisation des métiers et des enjeux des services urbains	<ul style="list-style-type: none"> • Budget de l'AMEE avec l'appui au programme déchet 40.000 euros apporté par le programme DANK sur 4 ans soit 120.000 euros
budget de l'ACEA et de l'AMEE	<ul style="list-style-type: none"> • Oui document du schéma directeur de gestion des déchets et stratégie pour l'autonomisation de l'agence municipale de gestion des déchets
présence des services nationaux et déconcentrés au comité de pilotage	Présence au CA des Agences : <ul style="list-style-type: none"> - La délégation du MINEE - La délégation de l'environnement - L'Université de Dschang - La Camerounaise des Eaux - ENEO - La délégation d'agriculture - Le district de santé

IMPACT ATTENDU

IMPACT	IMPACT IDENTIFIES
Dans chacune des collectivités partenaires, une stratégie pertinente et pérenne en matière d'hygiène publique est mise en place, et ce, dans une logique de gouvernance où tous les acteurs concernés par les domaines de l'eau, l'assainissement, les déchets et la gestion des risques sanitaires et naturels sont impliqués dans	<ul style="list-style-type: none"> • Une Agence Municipale de l'eau et de l'Energie fonctionnelle • Une Agence Municipale de gestion des déchets Fonctionnelle • Un centre de tri fonctionnel • Des emplois créés

le cadre de concertation.	
Les métiers liés aux services urbains sont mieux considérés et leur utilité reconnue.	<ul style="list-style-type: none"> - La Dotation allouée à la commune de Dschang est passée de 2923575 en 2014 à 3000000 en 2015 et à ... En 2016 - Organisation à Dschang le 5 Avril 2015 d'une rencontre sur financement du PNDP pour partager l'expérience avec 50 Maires du Cameroun - Dans le cadre du programme WOP Africa, échanges d'expérience avec les Commune de SEME PODJI au Benin et Tiassalé en Côte d' Ivoire sans oublier Kindia qui est notre partenaire de tous les temps

ACTION 3: Faire en sorte que chacun des partenaires connaisse les points forts des trois autres et bénéficie de leur expérience pour renforcer ses capacités propres.

ACTIVITES

	Activités réalisées
Formation et transfert de compétences acquises	
Stages	<ul style="list-style-type: none"> • Stage des animateurs à Nantes (novembre 2013). Absence du représentant de Dschang qui n'a pas obtenu de visa pour la France • + cf. ci dessous
Mise en commun des questions et de la recherche de réponse - Echanges d'expériences et de méthodes sur : l'implication des femmes, l'encadrement et le contrôle des actions d'acteurs extérieurs (ONG, ..), la manière d'informer les services nationaux et de les encourager à s'impliquer	<ul style="list-style-type: none"> • Réception d'une délégation de coopération (Conseil Régional du Nord) engagée dans un programme pour la gestion des déchets • Réception d'une délégation de coopération (Ville d'Aubenas) engagée notamment dans l'eau potable (analyse de la qualité des eaux distribuées) • Après une mission à Nantes en mai de Nantes une réunion de restitution à eu lieu le 25 juin dans les bureaux de l'AMEE en présence de tout le personnel de l'Agence afin de partager avec l'équipe de l'AMEE les résultats des échanges reçu à Nantes et fixé ensemble des nouveaux objectifs et orientations des actions (point d'étape n°4) qui avait participé à cette mission ? • Visite de la commune de Kindia à la commune de Dschang du 3 au 9 mars 2013. Membres de la délégation <ul style="list-style-type: none"> ○ Mamadou DRAME – Maire de la Commune Urbaine de Kindia ; ○ Mamadou I SYLLA – Elu référent sur les questions d'eau/Assainissement à l'ACEA ; ○ Lansana Fadil SYLLA – Directeur de l'ACEA. • Formation et échanges de terrain sur la gestion locale des déchets et le compostage en Guinée (Kindia, Dalaba, Labé) en mars 2014 (3 élus et 2 agents dont le directeur de l'AMEE) • Formation à distance sur la chloration des sources (dispositif DCM2) demandée à Kindia par Dschang et par l'AMAGA. En attente de réponse de Kindia. • Assistance de Dschang à Kindia pour l'analyse de la qualité de l'eau demandée • Echanges sur la prise en charge de l'hygiène publique par des collectivités locales d'Afrique et des Caraïbes Nantes (Nantes Métropole, 16 au 19 novembre 2014) Participation du directeur de l'AMEE et du receveur municipal pour le compte de l commune de Dschang

	<ul style="list-style-type: none">• Voyage d'échanges en Haiti à Jérémi en 2016 pendant le comité de pilotage•• Des échanges entre la commune de Dschang et la commune de KINDIA au sujet de la chlorisation de l'eau
--	---

ACTION 4: Améliorer l'accès des citoyens aux services urbains par la réalisation d'infrastructures pilotes et complémentaires adéquates.

ACTIVITES

Réalisation de chantiers-école et d'investissements pilotes par les collectivités partenaires	Cf. ci-après
Recherche de financements pour des investissements complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et soumission d'un dossier de programme de gestion durable des déchets (collecte, tri, compostage et vente du compost, crédits carbone) auprès de l'Union Européenne et avec le soutien/caution de Nantes Métropole 692 000 € obtenus sur un programme triennal 2014-2016 dont 30 000 € de participation de Dschang et 21 000 € issus du programme DANK (en collaboration avec les ONG ERA-Cameroun, Etc-Terra et Gevalor) • Sollicitation de ressources de l'Etat pour le fonctionnement des services (recours au FEICOM par le biais de dossiers de sollicitation, Dotation général de l'Etat à la Commune. • Elaboration et soumission d'un dossier de programme d'investissement eau potable et assainissement auprès de l'AIMF, de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et de la Ville de Nantes : près de 400 000 € obtenus en 2013/2014 (y compris participation de Dschang 20 000 €) • Grace au programme DANK la commune de Dschang a pu décrocher un financement pour un autre projet celui de la mise en place d'une microcentrale hydroélectrique • Le suivi et contrôle des projets cofinancés par la Commune de Dschang et ses partenaires (l'AIMF, Ville de Nantes, etc) en cours de réalisation; • l'élaboration des nouveaux projets dans le domaine de l'Eau, l'Energie et de l'Assainissement de Base pour recherche de nouveaux financements; • Acquisition d'un tricycle pour les chantiers <p>Dépôt auprès du délégué régional de l'eau, l'étude sommaire de réhabilitation des points d'eau non fonctionnels dans la commune de Dschang en vue de rechercher les financements dans le BIP</p>
Réalisation d'investissements complémentaires par les collectivités partenaires (pour mémoire,	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Activités liées à l'entretien <ul style="list-style-type: none"> - La réhabilitation du mini réseau d'eau de Meka'a 1 ;

<p>car cette activité dépend de l'obtention de financements externes au programme)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La réhabilitation de 10 points d'eau en panne et prestation auprès d'autres communes. (Nkong-zem et Penka Michel) - Achèvement des travaux de construction d'un puits moderne équipé de pompe à motricité humaine à Mefet ; - Réparation de cinq forages équipés de pompe à motricité humaine dans la Commune de Penka-Michel (prestation payante dans le compte de l'AMEE) - Curage du lit d'eau qui traverse le centre urbain de Dschang afin d'éviter les inondations qui ont fait plusieurs victimes en septembre 2014 dans la ville <p>❖ Activité de construction et d'extension</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un château d'eau d'environ 12m3 au profit des populations de Meka'a 2 ; - La réhabilitation de la microcentrale hydroélectrique de Tchoudeng; - Travaux de renforcement du projet de Tchoudeng (fourniture et pose d'une turbine et d'un alternateur de secours, extension du réseau électrique en étoile dans le village Tchoudeng sur 3km, agrandissement du local technique ; - Connexion des abonnés privés aux réseaux nouvellement réalisé à Dschang par la Commune et ses partenaires - - Acquisition d'un tricycle en cours commande déjà passé - acquisition des kits de rechanges à travers le projet AIMF - Acquisition d'une moto pour le plombier pour suivi des chantiers - Acquisition d'un tricycle pour les chantiers -
<p><i>Autres</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une activité qui lui a été confiée par la GIZ (coopération allemande) sur l'amélioration des conditions d'hygiène en milieu scolaire dans la Commune de Dschang, cette activité a été financé pour un montant total de 3.800.000 francs CFA soit environs 5.800 euros, source TDR en annexe • La contribution de DANK au programme de déchets (9 000 €) en 2014

RESULTATS

RESULTATS QUALITATIFS	NIVEAU DE L'INDICATEUR ET SOURCES DE VERIFICATION
Les politiques publiques élaborées par les trois collectivités du Sud font l'objet d'expérimentation et de début de mise en pratique	<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnement de l'AMEE présenté au Conseil municipal du 14 décembre : Le conseil a validé la délibération autorisant l'AMEE à faire le contrôle de la qualité des eaux sur toute l'étendue du territoire de Dschang source de vérification : rapport conseil municipal de Dschang du 14 décembre
RESULTATS QUANTITATIFS	
Dans chacune des trois collectivités du Sud, une infrastructure pilote ou un chantier école a été réalisé en respectant les bonnes pratiques	<ul style="list-style-type: none"> • 40 comités locaux de gestion des points d'eau fonctionnels • 14 mini-réseaux d'eau potable construits dont 3 par pompage solaire • 01 microcentrale hydroélectrique fonctionnelle • 01 réseau Scan Water fonctionnel • 31 latrines construites dont 03 de type écologique • 49 comités d'hygiène créés dans les écoles primaires • 1000 abonnés privés connectés au réseau de l'AMEE • L'analyse régulière de la qualité d'eau • Environ 20 mille bénéficiaires
Un dossier de cofinancement, au minimum, est déposé pour chacune des collectivités partenaires du Sud	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et soumission d'un dossier de programme de gestion durable des déchets (collecte, tri, compostage et vente du compost, crédits carbone) auprès de l'Union Européenne et avec le soutien/caution de Nantes Métropole 692 000 € obtenus sur un programme triennal 2014-2016 dont 30 000 € de participation de Dschang et 21 000 € issus du programme DANK (en collaboration avec les ONG ERA-Cameroun, Etc-Terra et Gevalor) • Sollicitation de ressources de l'Etat pour le fonctionnement des services (recours au FEICOM par le biais de dossiers de sollicitation, Dotation général de l'Etat à la Commune. • Elaboration et soumission d'un dossier de programme d'investissement eau potable et assainissement auprès de l'AIMF, de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et de la Ville de Nantes : près de 400 000 € obtenus en 2013/2014 (y compris participation de Dschang 20 000 €) • Grace au programme DANK la commune de Dschang a pu décrocher un financement pour un

	<p>autre projet celui de la mise en place d'une microcentrale hydroélectrique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le suivi et contrôle des projets cofinancés par la Commune de Dschang et ses partenaires (l'AIMF, Ville de Nantes, etc) en cours de réalisation; • l'élaboration des nouveaux projets dans le domaine de l'Eau, l'Energie et de l'Assainissement de Base pour recherche de nouveaux financements; • Acquisition d'un tricycle pour les chantiers • Dépôt auprès du délégué régional de l'eau, l'étude sommaire de réhabilitation des points d'eau non fonctionnels dans la commune de Dschang en vue de rechercher les financements dans le BIP
--	--

IMPACT ATTENDU

IMPACT	impact identifiés										
<p>Dans chacune des collectivités partenaires, des infrastructures pilotes répondant aux besoins des citoyens sont construites et leur permettent de bénéficier d'un meilleur accès aux services urbains. L'obtention de financements externes au programme permettra d'accroître les investissements réalisés en matière d'eau, d'assainissement, de déchets et de gestion des risques naturels et sanitaires</p>	<p>appui de DANK au projet déchet de Dschang</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>2013</th> <th>2014</th> <th>2015</th> <th>2016</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>4.912.500</td> <td>5.895.000</td> <td>6.500.000</td> <td>7.215.000</td> <td>24.512.500</td> </tr> </tbody> </table> <p>Notament au projet MaGtV qui a permis la construction du centre de tri de NGUI</p>	2013	2014	2015	2016	Total	4.912.500	5.895.000	6.500.000	7.215.000	24.512.500
	2013	2014	2015	2016	Total						
	4.912.500	5.895.000	6.500.000	7.215.000	24.512.500						

ANNEXE II LISTE DES ENTRETIENS ET DES VISITES TERRAIN

A DSCANG

1. Baudelaire DONFACK, Maire de la commune de Dschang
2. Barthelemy NDONGSON, Directeur de l'AMGED
3. Georges Modeste MEKUI, Directeur de l'AMEE
4. Christian MOMO, Animateur à l'AMEE
5. GUIMZE Maurice Joël, Assistant administratif et financier
6. Carlos FOKEM, Chargé de communication
7. Albertine TEMESSE, Receveur municipal
8. André TCHOUMBA, Délégué départemental de l'environnement de la MENOUA
9. KENGNE Dupont, Délégué départemental de l'eau et de l'énergie
10. Prof. Emile TEMGWA, 1^{er} adjoint au maire de la commune de Dschang
11. Joseph FOLEFACK, Percepteur Scan water SENGUI
12. Mathias CHEMEZA, Président du Comité local de gestion
13. Joël SAGNE MOUMBE, Coordonnateur du Pôle Valorisation (projet MaGeTV)
14. Dr Siméon KENFACK, Directeur des Programmes, Association Africaine de l'Eau (pas d'entretien formel mais échanges lors d'un entretien avec le Directeur de l'AMGED)
15. Mathieu GOBIN Chargé de projet ONG TERRA et accompagnateur technique de projet MaGeTV dont DANK cofinance

Visites sur le terrain :

- Latrines publiques écologiques au Marché central (+ entretien avec la gestionnaire)
- Ecole publique centre-ville (nom ? cf programme) où un bloc de 4 latrines écologiques construites
- Ecole publique périphérie de la ville (nom ? cf programme) où un bloc de 4 latrines écologiques construites (+ entretien avec le Directeur)
- Captage de source au quartier Gendarmerie
- Réservoir relié au Captage de source quartier gendarmerie
- Borne Fontaine école maternelle gendarmerie

- Borne fontaine église évangélique
- Réservoir et borne fontaine du quartier en contre-bas de l'église évangélique
- Château d'eau de Méka 1
- Captage de source de Kenleng
- Réservoir de Kenleng
- Borne fontaine de Kenleng

A BAFOUSSAM

16. Immaculée ... , Coordinatrice régionale GIZ Ouest
17. Boniface MEGOUO, Coordinateur régional PNDP Ouest

A YAOUNDE

18. Régis DANTAU, COCAC et Directeur de l'IFC, Service de Coopération et d'Action Culturelle Ambassade de France
19. Serge GRAZIANI, Attaché de Coopération, Service de Coopération et d'Action Culturelle Ambassade de France
20. Patricia NKEN, Secrétaire CVUC
21. Mr BOMBA, Coordonnateur PNFMV, CVUC
22. Bernard Momo, ancien Maire de Dschang, coordonnateur du Programme National de Gouvernance
23. Jaky KEMLEU, conseiller municipal à Dschang, président de la commission coopération et de la communication
24. Jean Benoit PERROT MINOT conseiller technique AFD en charge de la gouvernance (rendez-vous le 10 février 2017)